

Boycott Israël : Les ministres israéliens discutent de l'utilisation d'avocats et du Mossad (middle east monitor)

20 février 2014



BDS France

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a convoqué ses principaux ministres pour discuter de la façon de combattre les initiatives de boycott et de désinvestissement qui prolifèrent en Europe et dans le monde. Étaient notamment présents à la réunion, outre Netanyahu, le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, le ministre de l'Économie Naftali Bennet, et le ministre des Affaires stratégiques Yuval Steinitz.

La principale proposition au cours de la discussion a été préparée par Yossi Kuperwasser, directeur de cabinet du ministre des Affaires stratégiques ; participaient encore à la réunion, des représentants du Mossad et du Shin Bet et le coordinateur des activités gouvernementales dans les Territoires (COGAT).

Selon les médias israéliens, « la discussion s'est déroulée à huis clos », sur laquelle un « blackout médiatique » était imposé au point même que les cabinets des ministres présents « n'ont même pas voulu officiellement confirmer la tenue de la réunion ».

Il existe une divergence d'opinion entre Steinitz et le ministre israélien des Affaires étrangères (MFA), le premier insistant pour une approche plus proactive et provocatrice. La proposition de Steinitz consiste à « investir des ressources substantielles » dans une campagne publique, à hauteur de « 100 millions de shekels » (près de 21 millions d'euros). Pour payer « le matériel de relations publiques et des campagnes juridiques et médiatiques agressives contre les organisations qui boycottent ».

Le MFA, cependant, affirme préférer « des manières plus discrètes, plus diplomatiques », jugeant qu'« une campagne publique contre (les militants BDS) jouerait en leur faveur, les stimulera ». Selon le Jerusalem Post, Lieberman a promis la semaine dernière « que dans les 45 jours à venir, l'opinion saura le plan qu'Israël a mis en place pour lutter contre les boycotts ».

Les idées apparemment débattues par les ministres prévoient notamment d'intenter des procès « devant les tribunaux européens et nord-américains contre les organisations pro-boycotts » et « une action en justice contre les institutions qui boycott les colonies... et les sociétés israéliennes (complices) ». Il y a encore la possibilité « d'encourager à une législation anti-boycott dans les capitales amies dans le monde, comme Washington, Ottawa et Canberra », et « d'actionner le lobby pro-Israël aux États-Unis » pour un tel objectif.

Autre sujet de discussion, « un manque de connaissance et une localisation défectueuse, par les renseignements israéliens, des organisations BDS ». Même si le ministre des Affaires stratégiques Steinitz « a affecté au département des Renseignements de l'armée israélienne un budget de plusieurs millions de shekels avec l'objectif de dynamiser la surveillance militaire de telles organisations », rapportent le Haaretz, « la nécessité pour le Premier ministre de donner des instructions au service de sécurité Shin Bet et du Mossad d'intensifier leurs

efforts se présentera probablement ».

Middle East Monitor : <http://www.middleeastmonitor.com/news/middle-east/9666-israeli-ministe...>

Traduction pour BDS FRANCE

NDLR BDS France : Un service secret d'un pays étranger va venir en France (entre autres) pour espionner les militants BDS et aider à financer des procès contre ces militants. Le ministère français de la Justice va-t-il collaborer avec ce service secret étranger ou va-t-il défendre les citoyens français contre lui ?

»» http://www.bdsfrance.org/index.php++cs_INTERRO++option=com_content++cs_AMP++amp ;view=article...